

ALI-FAWZI REBAÏNE, PRÉSIDENT DE AHD54 :

«L'Algérie est sur un volcan»

Le président de Ahd54 appelle les tenants du pouvoir à la «sagesse» et à l'ouverture», l'urgence étant, selon lui, au sauvetage du pays, à ses yeux, assis «sur un volcan qui peut exploser à tout moment».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Des tenants du pouvoir qui, expliquait hier, Ali-Fawzi Rébaïne aux journalistes lors de son traditionnel point de presse, pour le moment, sont loin de «se chamailler» ou de «se disputer âprement» une quelconque succession de pouvoir comme cela est presque quotidiennement évoqué par certains. «Une guerre de succession, je n'y crois pas», soutient-il, justifiant son assertion par le fait que tous les constituants de ce pouvoir, qu'ils

soient «du DRS, de l'armée, de la justice ont validé le quatrième mandat présidentiel et ne se soucient que de leurs étroits intérêts personnels».

Pour le conférencier, le dépassement de l'actuelle grave crise du pays passe inéluctablement par une feuille de route visant à sauter le verrou de la «gouvernance par procuration» induite par «la maladie du président de la République».

Soit la «constitution d'un gouvernement d'union nationale et pas de

technocrates» qui, dit-il, «n'a aucun sens», qui aura à organiser une élection présidentielle anticipée, la libération du champ médiatique et l'engagement de mesures d'urgence visant à permettre au pays «l'autosuffisance alimentaire, notre consommation dépendant grandement du prix du pétrole en dégringolade».

Ces mesures consistent, explique-t-il, en l'encouragement de l'industrie de transformation, la réforme du système bancaire, le règlement du problème du foncier agricole en rendant la terre à celui qui la travaille, des chambres de commerce à réorganiser de manière à les rendre plus représentatives des agriculteurs, des

coopératives agricoles en relation directe avec les marchés de gros et la réorganisation et la densification des marchés de proximité,...».

Car, avertit-il, «le pays est à la croisée des chemins, il est sur un volcan qui peut exploser à tout moment» et les tenants du pouvoir «doivent prendre la mesure de la gravité de la situation».

Et de les inviter à plus de sagesse car ils ne peuvent y faire face, eux qui, explique-t-il, «ont bradé près de mille milliards 16 ans durant ne peuvent avoir la confiance du peuple auquel la parole doit revenir».



M. K.

Fawzi Rebaïne, président de Ahd54.

Photo : Samir Sid

JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ALPHABÉTISATION

Plus de 4 millions d'Algériens ne savent ni lire ni écrire

Le nombre d'Algériens ne sachant ni lire ni écrire est de 4 129 496, soit 14, 86% de la population, a-t-on appris hier en marge de la célébration de la Journée internationale de l'alphabétisation. La présidente de l'association Iqraa, M^{me} Aïcha Barki, persiste et signe : «Il faut consolider le programme de lutte contre l'analphabétisme actuellement en cours.»

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Coïncidant avec la Journée internationale de l'alphabétisation, une cérémonie de remise du prix de l'opérateur de téléphonie mobile Ooredoo d'alphabétisation 2015 a été organisée hier en collaboration avec l'asso-

ciation algérienne d'alphabétisation Iqraa, sous le thème «alphabétisation et sociétés durables».

La cérémonie, la troisième du genre, a primé de jeunes développeurs d'applications mobiles innovantes destinées à l'apprentissage et à l'initiation aux langues. A ce titre, deux applications mobiles innovantes développées par deux jeunes Algériens ont été récompensées.

Il s'agit de l'application «Hourouf El Hidja» développée par Nazih Dehouche, conçue pour faciliter l'apprentissage de la langue arabe, et l'application «Azul» développée par Karim Ould Oulhadj destinée à l'apprentissage de la langue amazighe. Mais au-delà de cette cérémonie et des initiatives prises par l'opérateur de téléphonie mobile et de ses partenaires à l'image de l'association Iqraa, c'est la problématique de l'analphabétisme qui soulève des interrogations. Ainsi sur les 4 129 496 d'analphabètes recensés, selon des sources du département de l'éducation, les

femmes arrivent en tête avec 2 193 281, soit 15, 93%, alors que les hommes qui ne savent ni lire ni écrire sont près de deux millions, soit 1 939 215, ce qui représente 13,83%.

Selon la présidente de l'association Iqraa, M^{me} Aïcha Barki, «cette journée constitue une occasion pour rappeler l'importance de la sensibilisation et la mobilisation de tous autour de la problématique de l'analphabétisme en Algérie». Et d'ajouter : «Nous continuerons à œuvrer pour garantir le droit à l'instruction et à l'apprentissage à tous les Algériens.» Des propos soutenus par le patron de l'opérateur de la téléphonie qui a réaffirmé la «volonté d'Ooredoo d'œuvrer efficacement avec l'association Iqraa en faveur de la lutte contre le fléau de l'analphabétisme».

Cependant, pour M^{me} Aïcha Barki, «les pouvoirs publics doivent consolider le processus actuel, voire mettre davantage de moyens pour mener à bien cette mission». Or, dit-on, il n'est pas

exclu que les pouvoirs publics renoncent à cette démarche au vu de la situation économique qui pointe à l'horizon. Des rumeurs qui n'ont pas laissé indifférente la présidente de l'association Iqraa qui espère «qu'il ne s'agit que de fausses informations».

En septembre 2014, Nouria Benghebrit avait déclaré au lendemain de sa nomination à la tête du département de l'éducation nationale que «l'éradication totale de l'analphabétisme en Algérie est possible d'ici à 2016, à la seule condition que toutes les parties concernées se mobilisent, particulièrement la société civile». «Je pense que l'objectif de l'éradication de l'analphabétisme en 2016, estimé actuellement à 15,15%, peut être réalisé à condition qu'il y ait une mobilisation de tout le monde, particulièrement la société. Il faudra également plus de moyens et d'efforts», avait déclaré à la presse M^{me} Benghebrit.

A. B.

POUR APOLOGIE
ET SOUTIEN
AUX GROUPES
TERRORISTES

Une personne
arrêtée
à Sidi-Bel-Abbès

Le tribunal de Benbadis a, dans la journée d'hier écroué le nommé Z. A., âgé de 32 ans, arrêté sur les lieux de l'élimination de l'émir des terroristes de la région de Moulay-Slissen, accusé d'apologie et soutien aux groupes terroristes.

Selon nos sources, le mis en cause a été arrêté lors de l'élimination de l'émir Abdou Cheikh, âgé de 50 ans, alias Talha, au niveau d'une ferme située dans les environs de la localité de Moulay-Slissen dans le sud de la wilaya le 28 août dernier.

Il était soupçonné de soutenir les groupes terroristes qui sévissent dans la région.

Pour rappel, suite à des informations dont ont été destinataires les militaires faisant état de la présence de terroristes dans la ferme, ces derniers après de minutieuses investigations ont réussi à intercepter l'émir avant de l'abattre et de récupérer son arme à feu une kalachnikov et des munitions.

Sur les lieux, les militaires ont aussi interpellé le mis en cause qui est l'un des propriétaires de la ferme, lieu de l'élimination. Celui-ci a, pendant plusieurs jours, été interrogé par les gendarmes qui l'ont finalement déféré devant le procureur de la République de Benbadis, mardi dernier.

A. M.

LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
EN VISITE À BOUMERDÈS

La prise en charge de l'enseignement de tamazight est tributaire d'un engagement politique

La ministre de l'Education nationale ne le dit pas mais il est aisé de comprendre à travers les non-dits de sa réponse à notre question que la prise en charge de l'enseignement de la langue amazighe est tributaire d'engagement politique, par conséquent de celui de la plus haute autorité du pays.

Partant d'une réalité locale faisant de la wilaya de Boumerdès, une wilaya pilote pour l'enseignement de cette langue – qui a été introduit au milieu des années 1990 après le fameux accord entre les pouvoirs publics et le MCB –, en 2015, seuls 7 946 élèves (des 3 paliers) sur les 208 912 élèves que compte la wilaya suivent les cours de cette langue. Ils ne représentent que 3,80% de la population scolarisée et ils sont cantonnés dans quelques communes montagneuses de l'Est de ce département. N'est-ce pas un échec de ce programme ou l'aspect réel d'un discours politique à deux vitesses des pouvoirs publics ? C'est la question que nous avons adressée à Nouria Benghebrit Remaoun, à l'issue de sa visite hier dans la wilaya de Boumerdès.

«Nous n'allons pas obliger les parents à envoyer leurs enfants au niveau des cours de l'enseignement de tamazight. Le problème existant, c'est toute l'approche de la sensibilisation de tout le monde aussi bien des associations des parents d'élèves que du Haut-Commissariat à l'amazighité et bien évidemment des responsables à l'échelon local. Vous savez, en ce qui concerne l'enseignement de tamazight, il y a une volonté de le généraliser. Mais pour l'instant, le travail à fournir ensemble c'est de pouvoir sensibiliser pour qu'il y ait un nombre beaucoup plus important d'élèves à

scolariser. Pour notre part, nous répondons à toutes les demandes. Une vingt et unième wilaya vient de nous informer au sujet de l'ouverture des classes. Nous avons répondu oui. Nous sommes passés de 11 wilayas à 21. Nous pensons pour notre part que nos nombreux appels ont porté leurs fruits.»

En clair, cette langue sera prise en charge par l'Education nationale avec des moyens adéquats quand elle sera obligatoire.

Glissement budgétaire vers le primaire pour améliorer la qualité

Dans sa stratégie, la ministre de l'Education revient aux fondamentaux à savoir la priorisation du cycle du primaire qu'elle estime essentielle pour donner des compétences de base aux élèves afin qu'ils puissent acquérir les connaissances. A son arrivée dans la wilaya après avoir écouté l'exposé de Sonia Gaïd sur le programme en cours dans la wilaya de Boumerdès, Madame Benghebrit avait dit : «Nous avons dogmatisé le bac et la terminale au détriment du primaire jusqu'à perdre notre crédibilité.»

Notre seconde question avait, justement, trait à cet aspect. En clair, il y a comme un dysfonctionnement entre la marginalisation de l'école primaire où l'élève passe 6 années et le souci majeur des parents d'élèves quant à l'inscription de leurs

enfants. Voici sa réponse : «Premier élément, lorsque vous êtes dans l'obligation d'assurer la scolarisation obligatoire des enfants de 6 ans alors que notre population est porteuse de nouveaux besoins, ce n'est pas facile. Ces besoins sont un indicateur majeur des progrès majeurs auxquels l'Etat est arrivé. La demande de l'élargissement du préscolaire pas seulement à 5 ans, aujourd'hui, il y a en effet des parents qui veulent que leurs enfants soient scolarisés à l'âge de 4 ans. Second élément comme vous le voyez aujourd'hui, plus personne ne supporte une surcharge des classes de plus de 30 élèves. Troisième élément, il y l'introduction des cantines scolaires. Il y a une évolution des besoins sociaux au niveau de la population. Ce n'est pas un point négatif.

Cependant, aujourd'hui nous devons établir des priorités. Et la priorité du secteur, c'est d'assurer au niveau de l'enseignement obligatoire toutes les conditions qui sont nécessaires. Pour cela, il va y avoir un glissement au niveau de la répartition des budgets mais également de leur usage. C'est pour cela que nous disons que sans un cycle primaire obligatoire qui puisse donner les compétences de base à nos enfants, nous allons vers l'échec.» En fait, n'est-ce pas l'émancipation citoyenne contre la politisation de l'école ? «Vous pouvez le comprendre ainsi», conclura-t-elle.

Abachi L.

Saâdani reçoit Ould Khelifa

Le secrétaire général du FLN, Ammar Saâdani, a reçu, pendant plus de deux heures, au siège du parti à Hydra, le président de l'Assemblée, Larbi Ould Khelifa, a-t-on appris de source sûre. Ce tête-à-tête, première activité de Saâdani pendant des mois, a porté sur la situation du groupe majoritaire au sein de l'APN, ainsi que, nous affirme-t-on encore, sur les relations «tendues» entre Saâdani et le ministre des Relations avec le Parlement, Tahar Khaoua. Le projet de révision de la Constitution également, ajoute notre source.

K. A.